

## Note

---

« Partisans de Gorbatchev et partisans du changement en Europe de l'Est, 1985-1989 (Note) »

Luc Duhamel

*Études internationales*, vol. 21, n° 1, 1990, p. 93-113.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702623ar>

DOI: 10.7202/702623ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# Partisans de Gorbatchev et partisans du changement en Europe de l'Est 1985-1989

Luc DUHAMEL\*

À écouter les leaders des pays d'Europe de l'Est, tous se félicitent de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en 1985.<sup>1</sup> Il existe cependant, parmi eux un sentiment d'appréhension qui est le propre de la bureaucratie devant l'inconnu, c'est-à-dire devant la politique que le nouveau maître du Kremlin entend suivre. Ils ne pensent pas tous de la même façon quant au type de chef qu'ils aimeraient voir à la tête de l'URSS. Certains voudraient un réformateur « modéré », tandis que la majorité préférerait un conservateur. Si certains sont prêts à des changements afin de redresser une situation économique difficile pour la plupart, tous ne veulent pas de transformations radicales. Leur piètre performance économique et leur manque d'assise dans la population leur font craindre en particulier des réformes à caractère politique. Ils restent marqués par les leçons du passé. Ce qu'ils ne veulent surtout pas c'est d'un radical comme Khrouchtchev qui, par ses transformations, déstabilise leur pouvoir comme ce fut le cas en Hongrie et en Pologne en 1956.

Nous essayons de voir dans cette étude comment dans un premier temps les dirigeants communistes en Europe de l'Est accueillent les réformes de Gorbatchev. À cet effet, nous établissons une distinction entre régimes conservateurs et ceux de tendance libérale. Dans un second temps, l'attitude de l'opposition dans ces pays est examinée en posant la question suivante: Quelle est la force respective des oppositions communistes et non communistes et quelles sont leurs chances de prendre le pouvoir?

## I – Les réformateurs au sein de la direction des partis communistes est-européens

### A — Les régimes conservateurs de Bulgarie, de Roumanie, de RDA et de Tchécoslovaquie face à la réforme

La Bulgarie possède à bon droit la réputation d'être l'alliée la plus fiable de l'URSS en Europe de l'Est. Toutefois, on ne saurait en déduire que son

---

\* *Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal.*

1. La période couverte par notre analyse s'étend jusqu'à l'automne de l'année 1989. Les pays d'Europe de l'Est comprennent ici les membres du pacte de Varsovie, soit la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Pologne et la Hongrie.

secrétaire Jivkov pense comme Gorbatchev. Avant 1983, les leaders bulgares se montraient les plus fidèles partisans de l'URSS. La collaboration militaire atteint des sommets. Le conservatisme de Jivkov fait bon ménage avec celui de Brejnev, parfois il le dépasse. Ainsi, en juin 1986, donc plus de trois ans après la mort de Brejnev, des affiches et des discours en l'honneur de Staline ont encore eu cours au second congrès international des études bulgares à Sofia.<sup>2</sup> Le régime socialiste en Bulgarie a toujours eu la réputation d'être orthodoxe depuis sa fondation. Il est celui qui a affiché le plus de méfiance envers les régimes libéraux à l'Est. En 1956 et en 1968, deux périodes marquées par des réformes en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes, la Bulgarie n'a pas tellement bougé. Un signe du conservatisme de ses dirigeants : son secrétaire général qui, en 1985, détient le record de longévité parmi les dirigeants en poste dans le Comecon. Tout cela n'a pourtant pas empêché les dirigeants bulgares de se prononcer les premiers à l'Est pour une perestroïka dans leur pays. Mais ils y ont été un peu contraints. Jivkov a incité les Bulgares à suivre l'exemple de l'URSS comme dans aucun autre pays du Comecon. Il suit une stratégie de construction du socialisme largement empruntée au grand voisin. Jivkov est mal préparé pour résister à Gorbatchev, d'autant que ce dernier ne le ménage pas. L'ambassadeur soviétique à Sofia a dénoncé le manque de productivité de l'économie bulgare. La presse soviétique a critiqué à plus d'une reprise et ce avant 1985, la mauvaise qualité des produits en provenance de Bulgarie.<sup>3</sup> Mais Gorbatchev est allé plus loin. Il a non seulement déclaré à son homologue bulgare son insatisfaction pour les biens importés de ce pays, mais il est passé aussi des paroles aux actes quand il a décidé, en 1985, de diminuer sensiblement les exportations de pétrole à Sofia. Depuis, des masses de biens bulgares sont retournés à leur expéditeur.

Jivkov a promis à Gorbatchev d'améliorer la qualité des biens exportés en URSS.<sup>4</sup> Il a aussi admis que son pays a besoin de changements majeurs. En 1986 et 1987, les Bulgares ont procédé à des réformes administratives dont les principales concernent le regroupement des ministères, la diminution de l'appareil de l'État et la décentralisation. Une nouvelle stratégie de développement économique serait devenue nécessaire à cause du nouveau stade atteint dans ce domaine. Le 28 avril 1987, le premier ministre Atanassov s'est réjoui « du formidable intérêt des communistes et des travailleurs bulgares pour ce processus de restructuration ».<sup>5</sup> Si cette restructuration n'a pas été adoptée plus tôt, la faute en incomberait à des responsables gouvernementaux. Jivkov opte pour la libéralisation de l'économie et la décentralisation, mais il est peu enclin à démocratiser. L'élection de responsables, même s'il y a maintenant pluralité de candidatures, continue, comme dans le passé, d'être une activité formelle, dans laquelle tout est décidé à l'avance par

2. *Otechestven Front*, 27 mai 1986.

3. V. KUSIN « Gorbatchev and Eastern Europe », *Problems of Communism*, January-February 1986, pp. 51-52.

4. *Ibid.*, p. 52.

5. *Rabonitsheskoe Delo*, 29 avril 1987.

le parti communiste. La critique des responsables du parti de rang supérieur ou d'organisations comme l'armée ou la police reste interdite.

Malgré un âge avancé, Jivkov n'a pas manifesté l'intention de démissionner après l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe au Kremlin. Il n'est pas prêt à reconnaître avoir poursuivi une politique erronée jusqu'à présent. Il tente maintenant de montrer que son passé le lie davantage à Khrouchtchev et aux libéraux du camp socialiste.<sup>6</sup> La presse bulgare le présente comme l'inspirateur des politiques réformistes adoptées par le parti communiste à compter de 1986. Le secrétaire général apparaît comme l'homme du changement dans la continuité. Le pays a besoin de réformes, mais essentiellement dans le domaine économique. En 1986, 1987 et 1988, Jivkov réussit à se maintenir au pouvoir. Peu de changements ont lieu parmi les hautes instances du parti. Malgré leur passé brejnévien et leur refus de la démocratie, les dirigeants bulgares ont à leur avantage des performances économiques qui, de 1964 à 1982, surpassent celles atteintes par les autres membres du Comecon. La population n'a pas eu à souffrir, comme dans la plupart des autres pays socialistes, de problèmes de rationnement alimentaire. Ils peuvent faire valoir qu'en termes de liberté d'expression on doit à Ludmila Jivkov, la fille du secrétaire général, cette période libérale qu'a connue la culture bulgare durant les années '70. L'idée selon laquelle les conservateurs auraient tramé sa mort en 1981 est très répandue parmi l'intelligentsia et tend à accréditer l'image que la famille Jivkov n'est pas si brejnévienne que ça.<sup>7</sup> Les médias bulgares s'efforcent de susciter l'impression qu'ils s'ouvrent au changement. En 1987, des sujets tabous auparavant sont maintenant abordés dans la presse, même si on est loin des critiques qui ont alors cours dans la presse soviétique.<sup>8</sup>

Seul Ceaucescu s'oppose ouvertement au programme de Gorbatchev. Nous pouvons le comprendre, son régime est considéré comme aux antipodes de cette démocratisation que Gorbatchev veut instaurer dans son pays. Le caractère extrêmement répressif de son régime ne lui serait pas autant reproché si ses politiques n'avaient pas conduit à des échecs retentissants en économie. Ceaucescu et ses amis ont une autre raison pour s'opposer avec autant d'acharnement aux réformes: compromis dans les pires crimes, ils peuvent craindre de perdre non seulement le pouvoir mais aussi leur tête advenant une démocratisation. L'avènement de Gorbatchev au pouvoir en URSS représente une sérieuse menace pour eux. Le chef du Kremlin ne peut apprécier un partenaire aussi mal en point économiquement et qui transmet une aussi mauvaise image à l'étranger. Les craintes de Ceaucescu se sont avérées fondées quand Gorbatchev, en visite à Bucarest, en mai 1987, ne s'est pas gêné pour le critiquer. Il a répondu à son vis-à-vis soviétique en mettant en cause le socialisme de celui-ci. Il a ridiculisé toute idée de privatisation et

6. Cf. « L'URSS et l'Europe de l'Est » in *Notes et Études documentaires*, 1988, n° 17-18, p. 121.

7. Par son libéralisme, Ludmila JIVKOV, qui est responsable de la culture dans le pays, s'est attiré la haine des conservateurs et des dirigeants soviétiques.

8. La presse bulgare publie notamment une entrevue avec L. WALESIA in *Otechestven Front*, 4 décembre 1987.

de décentralisation et se refuse à toute diminution du rôle du parti, même en économie. Sans complexe, Ceaucescu a déclaré que « la Roumanie a une expérience de presque vingt ans dans la création d'organisations démocratiques... » qui permettent « ... la participation directe de la classe ouvrière ». <sup>9</sup> Il s'oppose aussi à la perestroïka parce qu'elle fait le jeu de la Hongrie avec qui les relations sont tendues. La perestroïka semble donner raison à Budapest taxée jusqu'en 1985 de révisionniste par la presse roumaine pour la place accordée aux libertés individuelles, au secteur privé et à la consommation, bref ce qui est proposé maintenant par Moscou. Les discours à Moscou en faveur d'un meilleur traitement à accorder aux minorités ethniques incitent aussi les autorités en Hongrie à faire pression sur Ceaucescu afin qu'il cesse d'opprimer les Hongrois de Transylvanie. La montée de la résistance au sein de cette minorité depuis 1985 est largement considérée comme une conséquence des politiques de Gorbatchev.

La position de Ceaucescu s'est affaiblie dans le camp socialiste par suite de la primauté acquise par les libéraux dans les cercles dirigeants du pouvoir. Dans l'arène internationale, en général, les choses vont de mal en pis pour le dirigeant roumain. Il a perdu les appuis acquis en Occident durant les années '70 à la suite de son opposition à l'Union soviétique. La Chine, avec laquelle il avait entretenu des rapports privilégiés à la même époque, est gagnée aussi par les réformes durant les années '80.

Ceaucescu tient bon malgré tout à la direction de la Roumanie. Il a eu tout le loisir durant ses longues années de pouvoir (depuis 1965) de mettre en place une bureaucratie qui lui est totalement soumise. Celle-ci possède une cohésion qui vient de ce que son autorité n'a jamais été contestée à l'exemple de son homologue bulgare. Les dirigeants des ministères et des régions jouissent d'une large autonomie en pouvant par la corruption détourner une large part des ressources vers leurs familles ou leurs amis. Ils disposent dans leur fief de pouvoirs discrétionnaires. Ceaucescu a su par une politique de remplacement systématique des responsables éviter que ceux-ci puissent se constituer un pouvoir qui soit en mesure de lui résister. Le responsable destitué se retrouve généralement avec une allocation qui lui assure une retraite convenable et lui enlève toute envie de contester. Les Roumains subissent fort peu l'influence de la glasnost. Les mass media font le silence sur ce qui se passe en URSS. <sup>10</sup> Les dirigeants roumains depuis 1956 sont ceux qui en Europe de l'Est, ont pris le plus leurs distances vis-à-vis de l'URSS. Jamais, ils n'ont demandé de suivre l'exemple du Kremlin, au contraire ils ont suscité une sorte de méfiance envers celui-ci auprès de leur peuple. Ceaucescu est mal vu à l'Ouest, comme nul autre chef d'État du Comecon, mais le fait d'avoir remboursé ses débiteurs dans de brefs délais, au prix de

9. *Le Monde*, 28 mai 1987.

10. Le discours de GORBATCHEV du 9 juin 1987 est boycotté par *Scientia*, l'organe du parti communiste roumain. Il est publié deux jours plus tard que la *Pravda* (13 juin) sous la forme d'un résumé qui fait le silence sur les mesures proposées par le leader du Kremlin pour réaliser la perestroïka. Rapporté par *Est-Ouest*, novembre 1987, p. 6.

sacrifices inouïs imposés à son peuple, lui donne comme avantage de le rendre moins vulnérable aux pressions des pays occidentaux.

Ceaucescu intensifie sa politique d'assimilation de la minorité hongroise en 1988 en annonçant la destruction de plusieurs villages en Transylvanie et le redéploiement de leurs habitants dans des centres urbains. Cette politique qui suscite aussitôt l'indignation de l'opinion publique mondiale, est destinée à lui gagner des soutiens chez ses compatriotes roumains. Ceaucescu mise sur leur ressentiment contre les Hongrois qui ont été souvent dans le passé leurs oppresseurs. Depuis plusieurs années, le pouvoir, à travers le système d'éducation et la culture, a imposé une conception de l'histoire qui fait du Magyar le bouc émissaire des problèmes et des épreuves rencontrés par son peuple. Cette guerre contre la minorité hongroise est justifiée aussi par l'attitude des dirigeants de Budapest dont les interventions en faveur de cette minorité sont dénoncées par Ceaucescu comme des ingérences dans les affaires intérieures de son pays, voire comme une menace à la sécurité de celui-ci.<sup>11</sup>

Les dirigeants tchèques possèdent comme atout de compter sur l'appui d'une bureaucratie dont le pouvoir a rarement été ébranlé par des réformes d'envergure. Certes, il s'est produit le printemps de Prague qui a failli lui faire perdre le pouvoir. Mais elle est revenue en force avec l'arrivée des tanks soviétiques et le traumatisme alors subi, a accru son hostilité envers le libéralisme. L'endettement du pays vis-à-vis de l'Occident n'a pas atteint un seuil inquiétant comme en Hongrie et en Pologne. Leurs travailleurs ont droit à un niveau de vie respectable et à une protection sociale étendue. Ce régime est un allié sûr et fiable pour l'URSS.

Malgré tout, l'autorité des dirigeants repose sur des bases précaires en vertu du fait qu'ils ont été mis en place par une intervention militaire venant d'un pays étranger. L'ascension politique de Husak et de ses amis, comme nulle part ailleurs en Europe de l'Est, relève de Brejnev. L'ennemi juré reste Dubček qu'ils n'ont cessé de pourfendre depuis 1968. Or voici qu'arrive en URSS, en 1985, un leader réformiste. Ses politiques ne tardent pas à se comparer à celles que Dubček a voulu appliquer dans son pays. Brejnev devient l'objet de dures attaques dans la presse soviétique. Parmi les critiques qu'on lui fait, celles d'imposer par la force la volonté de l'URSS à l'étranger. En 1986 et 1987, la presse soviétique ne se réfère pas explicitement à ce qui s'est passé à Prague en 1968, mais il est évident que cela vaut pour ce pays. Dans l'entourage de Gorbatchev, Dubček est réhabilité, voire vu comme un précurseur de la perestroïka.<sup>12</sup> Le parti communiste tchèque mène, depuis 1968, une lutte acharnée contre le réformisme considéré comme révisionniste et expulse systématiquement de ses rangs tout membre qui

11. Cf. *Foreign Report*, 15 décembre 1988, p. 6.

12. À la question d'un journaliste « Quelle est la principale différence entre les politiques de M. GORBATCHEV et celles de M. DUBČEK? l'attaché de presse du dirigeant du Kremlin, Gennadiy Gerasimov a répondu: 19 ans », cité par Z. BRZEZINSKI, « Special Address », *Problems of Communism*, May-August 1988, p. 69.

serait le moins identifié à des idées libérales. Il s'oppose même à de modestes réformes économiques. Husak déclare, en juin 1985 :

Nous ne prendrons pas le chemin d'idées orientées vers le marché, lesquelles affaibliraient le système de propriété collective et le rôle dirigeant du parti en économie. Nous avons une mauvaise expérience avec ce genre de chose.<sup>13</sup>

Ses dirigeants ont, jusqu'en 1985, avec les Bulgares, été ceux qui ont appelé le plus à suivre la voie soviétique. Mais avec Gorbatchev à la tête de l'URSS, ce pays devient un exemple à suivre pour les réformistes à la Dubček plutôt que les conservateurs à la Husak. Gorbatchev, à partir de 1986, ne dit rien pour rassurer les dirigeants communistes tchèques que ce soit chez lui ou surtout chez eux, où il se rend en avril 1987. Il déclare aux journalistes qui l'accompagnent dans son périple, qu'il y aurait lieu de revoir les événements de 1968.<sup>14</sup> Comme à Sofia et à Bucarest, il reproche à ses interlocuteurs de livrer des produits de mauvaise qualité à l'URSS. Des marchandises d'une valeur de 3 milliards de dollars sont retournées à leur expéditeur tchèque. C'est une perte énorme pour l'économie tchèque et aussi une pression sur le parti communiste pour qu'il sorte de son immobilisme.

Les dirigeants tchèques n'ont pas tellement le choix. Ils doivent opérer des changements. Husak laisse la direction du parti à Jakes. Il est reconnu que l'économie du pays a besoin de sérieuses améliorations. Un programme de restructuration est lancé à cette fin. Mais, en même temps, les leaders du parti réaffirment le bien-fondé de la ligne politique suivie après 1968. Un des membres du bureau politique, Bilak, a fait valoir que la libéralisation en cours en URSS ne mènera pas à la réévaluation du printemps de Prague.<sup>15</sup> La convocation du comité central en décembre 1987, donc après les déclarations soviétiques en faveur de Dubček, est l'occasion pour la direction de reprendre ses attaques contre celui-ci. Des attaques voilées contre Gorbatchev font leur apparition dans la presse tchécoslovaque. *Kmen*, le journal des écrivains, écrit :

Un changement de génération s'est produit au sein de la société soviétique et actuellement prévaut une éruption de sentiments impossibles à maîtriser, qui a éclaté après l'ouverture audacieuse (ou irresponsable) de toutes les vannes.<sup>16</sup>

Le même article présente Staline, qui est alors l'objet de critiques accablantes dans la presse soviétique, comme un « homme bon et raisonnable ».

Cependant, la résistance des forces conservatrices va diminuer. En 1988, avec un courant rénovateur en pleine expansion tant en URSS qu'en Europe

13. Rapporté par V. KUSIN : « Reform and Dissidence in Czechoslovakia », *Current History*, October 1987, p. 383.

14. Rapporté in *Foreign Report*, August 1988, p. 5.

15. J. RUPNIK, « La contrainte de l'Europe de l'Est », *Pouvoirs*, n° 45, 1988, p. 9.

16. Rapporté in *Le Monde*, 21-22 août 1988.

de l'Est, il est devenu évident que le temps travaille contre Jakes. La direction, pour sauver les meubles, s'efforce de susciter l'impression qu'elle est ouverte aux changements. Les discours des responsables perdent de leur arrogance et de leur conservatisme et les mass media vont même jusqu'à se donner des airs de glasnost.<sup>17</sup>

Les autorités en RDA considèrent au début les réformes en URSS comme des « changements cosmétiques ». Puis, Honecker s'est ravisé prétendant que la perestroïka constitue un remède pour les économies mal en point du camp socialiste. L'Union soviétique se devait de réformer pour redresser la situation dans ce domaine. Mais le dirigeant est-allemand souligne que de telles réformes ne sont pas nécessaires dans son pays. Il estime que sa gestion économique est un succès. Pourquoi alors, pense-t-il, briser une combinaison gagnante? Il croit avoir fait la preuve qu'un régime étatisé et centralisé peut être efficace.

Un taux de croissance impressionnant, qui se traduit par une élévation du niveau de vie, a rendu les dirigeants de la RDA confiants en leurs moyens.<sup>18</sup> Le progrès économique a servi à mettre sur pied une protection sociale qui assure au régime, sinon des appuis, du moins la passivité de larges couches de la population. La force principale de Honecker réside dans son leadership. Il sait faire reconnaître son autorité auprès de la bureaucratie qui se fait remarquer dans ce pays par sa stabilité. Cet appareil n'a jamais été affaibli par une crise majeure comme cela a été le cas dans d'autres pays socialistes.

La question se pose de savoir si ce qui est bon pour l'URSS, l'octroi de libertés politiques, serait aussi bon pour les citoyens de la RDA. *Le journal des Jeunesses communistes* répond à cela en déclarant que le régime en Allemagne de l'Est n'a de leçons à recevoir de personne en la matière.<sup>19</sup> La femme d'Honecker, qui est aussi membre du bureau politique, s'en prend à ces dirigeants communistes comme Gorbatchev, adeptes de la démocratisation du système politique socialiste. Elle déclare « ... que sous le mot d'ouverture... » « on tente d'ébranler les piliers fondamentaux de la démocratie et de la liberté authentique ». <sup>20</sup> Pour mieux résister à Gorbatchev, Honecker se rapproche des leaders des régimes conservateurs comme Bilak en Tchécoslovaquie et Ceaucescu en Roumanie. Il annonce qu'il n'a pas l'intention de réévaluer le rôle de Dubček en 1968.<sup>21</sup> Il insiste sur le droit de chaque pays socialiste de suivre une voie qui lui est propre, des propos jusque-là tenus par

17. Pour des exemples de cette glasnost pris dans la presse, cf. O. ULC: « Czechoslovakia: Realistic Socialism », *Current History*, November 1989, pp. 390-391.

18. R. VOGT, « Prospects for Growth of the Standard of Living in the German Democratic Republic », *Canadian Slavonic Papers*, March 1987, p. 80.

19. Rapporté par J. RUPNIK, *Ibid.*, p. 91.

20. Rapporté in *Foreign Report*, July 2, 1987, p. 3.

21. A. PICKEL, *When Neighbors Redecorate: The Effects of Glasnost and Perestroïka on the GDR*, prepared for presentation at the Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Québec, June 1-3, 1989, p. 14.



les leaders roumains.<sup>22</sup> En 1986 et 1987, les dirigeants du Kremlin ne font aucune pression pour que la RDA se lance dans un programme de restructuration. La presse soviétique souligne que les expériences socialistes en Europe de l'Est montrent qu'il y a deux voies qui peuvent réussir. La voie libérale hongroise basée sur le marché et le respect de certaines libertés individuelles, mais aussi la voie orthodoxe est-allemande reposant sur la centralisation et un fort endoctrinement idéologique. Sans s'opposer à Gorbatchev explicitement, Honecker donne son appui aux leaders conservateurs du parti communiste soviétique. Il soutient les réformes économiques, mais fait voir qu'il n'apprécie pas la glasnost. Les critiques virulentes de Staline exprimées dans la presse soviétique, ne sont pas bien accueillies en RDA. Le film (anti-stalinien) *Repentir* n'est pas présenté sur les écrans et des revues comme *Sputnik* sont censurées.<sup>23</sup> Ces manifestations de désapprobation coïncident avec des prises de position de leaders soviétiques comme Ligatchev et Gromyko qui estiment que les critiques ont atteint un seuil dangereux dans leur pays.<sup>24</sup> Les autorités est-allemandes sont sensibles à relever toute manifestation d'opposition à Gorbatchev. C'est ce qui peut expliquer que seul leur presse ait, en Europe de l'Est, reproduit cet article paru dans la *Sovietskaja Rossia*, en février 1988, et qui constitue un véritable manifeste contre la perestroïka.<sup>25</sup> Les dirigeants est-allemands ne montrent aucun signe de changement de leurs orientations alors que les pressions en faveur de la libéralisation augmentent en URSS et ailleurs en Europe de l'Est.

## B — Les régimes libéraux de Hongrie et de Pologne face à la réforme

Les dirigeants du parti communiste hongrois ont su profiter au maximum de la marge de manoeuvre allouée par Moscou à l'Europe de l'Est. La glasnost et la perestroïka sont déjà dans une large mesure appliquées ici. Ses dirigeants ont l'avantage de s'être moins compromis avec le brejnevisme. Des groupes de pression comme l'armée et la police politique, souvent hostiles aux réformes, en vertu de leurs effectifs modestes, pèsent beaucoup moins ici sur le processus de décision que dans la plupart des autres pays socialistes. Ce qui arrive au Kremlin stimule l'aspiration en faveur de nouvelles réformes. Ce besoin de changements passe d'abord par l'éviction de celui qui détient le pouvoir depuis 1956, Kadar, et qui incarne le statu quo. En mai 1968, Kadar est contraint de démissionner. Les proches du secrétaire général, discrédités pour une gestion qui a conduit le pays à l'impasse économique, laissent la

22. Le responsable de l'idéologie du parti déclare le 18 avril 1987 qu'il ne se sent pas « ... obligé de retapisser sa maison puisque le Kremlin décide de le faire », *Est-Ouest*, novembre 1987, p. 6.

23. Le discours de Gorbatchev devant le comité central en janvier 1987 est resté longtemps introuvable dans le pays.

24. Cf. les prises de position de ces deux leaders au XXVII<sup>ème</sup> congrès du parti communiste en février 1986. *Pravda*, 18 février 1986.

25. Cet article écrit par une directrice d'école avait reçu en 1988 l'appui de hauts responsables de la direction du parti communiste. Cf. là-dessus L. DUHAMEL, *Le système politique de l'Union soviétique*, Québec/Amérique, 1988, pp. 48-49.

place à des réformistes qui s'emparent graduellement de la direction du parti. Les luttes à la succession amènent les candidats en lice à proposer des réformes majeures. Les regards se portent alors vers Poszgay qui devient membre du bureau politique, lui qui était marginalisé jusque-là dans le parti à cause de ses thèses radicales. Il est connu pour son rejet de pans majeurs de la doctrine marxiste et prône un multipartisme à l'autrichienne.<sup>26</sup> Autre responsable dont l'étoile monte au firmament, Nyers, qui a été limogé par Kadar pour son libéralisme avancé au début des années '70.

Mais c'est un autre dirigeant, Grosz, à qui revient le mérite d'avoir dirigé le combat pour la destitution de Kadar. Grosz devient le nouveau secrétaire général, et accorde une place accrue aux réformistes dans le parti, mais il n'est pas aussi radical qu'eux. S'il est disposé à élargir la sphère des libertés politiques, il ne considère pas pour autant que cela doive aller jusqu'à la restauration du multipartisme à l'occidentale. « Un système de parti unique est l'expression univoque et la sommation historique des aspirations de notre peuple ».<sup>27</sup> Grosz veut avant tout rehausser les performances de l'économie :

parvenir à un mode de pensée plus entreprenant, à un comportement plus responsable, à une organisation du travail indépendante et plus souple.<sup>28</sup>

Sous sa gouverne, le régime n'a pas l'intention de se démocratiser, mais il entend rester à l'avant-garde de la libéralisation. L'innovation gagne la politique extérieure, un domaine jusque-là resté traditionnel. Le gouvernement hongrois s'est rangé du côté des États occidentaux lors des conférences internationales portant sur les droits de l'homme. Des déclarations émanant de haut-placés prônent le développement de relations économiques prioritaires avec les pays du marché commun. Mais Grosz s'est préoccupé surtout du sort de la minorité hongroise en Transylvanie. Il compte ainsi se gagner un appui auprès de l'opinion publique qui a à coeur la situation injuste faite à ses compatriotes de Roumanie. Ses interventions en faveur de ses compatriotes, n'aboutissant à aucune amélioration sensible pour eux, contribuèrent à ternir son image.

Les dirigeants réformistes comme Poszgay et Nyers sont convaincus que des réformes de nature économique, si radicales soient-elles, ne pourront réussir si on n'entreprend pas de réformes à caractère politique. C'est le prix que le parti doit payer s'il veut se gagner le soutien de la partie la plus érudite de la nation, l'intelligentsia. Cette nouvelle génération de leaders est bien placée pour opérer des changements; elle ne porte aucune responsabilité pour la tragédie de 1956. Elle est disposée à revoir cet événement qui est un des obstacles majeurs de toute réconciliation entre les intellectuels et le

26. L. LASZLO, « Union soviétique de Mikhail Gorbatchev », in *Les cahiers du Conseil des relations internationales*, 1989. Actes du colloque sur l'Union soviétique de Mikhail Gorbatchev, 11 et 12 février 1988, Montréal, p. 64.

27. N. SWAIN: « The Hungarian Crucible », *New Left Review*, July-August 1989, p. 20.

28. Déclaration faite le 24 octobre 1987 et rapporté par *Est-Ouest*, *ibid*, p. 6.

régime. Le *timing* semble être favorable à Poszgay et Nyers en 1988, alors que l'URSS se lance dans des réformes politiques.

Les événements survenus dans les autres pays socialistes stimulent le courant en faveur de changements radicaux. Le Kremlin annonce que la doctrine Brejnev de la souveraineté limitée est morte. La menace d'une intervention militaire soviétique, qui freinait, en général, l'ampleur des réformes à l'Est, n'existe plus. D'autre part, il se révèle, au cours de l'été 1988, que les Soviétiques sont prêts à accepter un pluralisme syndical voire politique en Europe de l'Est. La question du pluralisme politique devient à l'ordre du jour. Le parti communiste est placé devant une nouvelle situation. Comme il n'y a plus la menace d'une intervention de l'armée soviétique, le parti devra trouver d'autres moyens pour se maintenir au pouvoir. La reconnaissance de Solidarité en Pologne et de fronts du peuple en républiques baltes n'offre pas d'autres choix aux dirigeants à Budapest que de reconnaître les forces d'opposition et de devoir les affronter dans des compétitions électorales. Le parti sait alors ce qui lui reste à faire: se fabriquer une nouvelle image afin de remplacer celle d'autrefois désormais passablement ternie. En premier lieu, il doit se doter de leaders identifiés à de nouvelles politiques.

Le général Jaruzelski voit « une concordance totale entre la perestroïka et la politique polonaise de réformes et de rénovation socialistes ». <sup>29</sup> L'avènement de réformateurs à la direction de l'URSS permet au général d'accentuer le programme libéral lancé au lendemain du coup d'État. Il tente de 1980 à 1985 de suivre la voie de Kadar (après les événements de 1956) en libéralisant l'économie et en adoptant certaines mesures d'apaisement telles la possibilité de se déplacer à l'Ouest et la libération de prisonniers politiques. Il déploie beaucoup d'efforts pour placer aux échelons supérieurs du parti des personnalités proches de ses thèses. Les partisans de transformations radicales dominent après les mutations opérées au bureau politique en 1987 et 1988. Rakovski, désigné premier ministre, déclare qu'il faut « ... trouver l'énergie créatrice, le courage et l'imagination pour se libérer de concepts dépassés et d'idées inutiles ». <sup>30</sup> Un autre leader du parti, Barka, s'est fait connaître pour son plan de redressement de l'économie jugée « très valable » par la Banque mondiale. <sup>31</sup> Cette stratégie prévoit une extension considérable de l'entreprise privée. Beaucoup de pouvoirs sont confiés aux entrepreneurs privés, y compris celui de pouvoir entrer directement en relation avec des firmes étrangères. Les limites à la taille d'une entreprise privée sont abolies, celle-ci pourra embaucher la quantité de main-d'oeuvre qu'elle désire. Le but de ces réformes est de changer profondément le visage de l'économie de telle sorte qu'en 1987 la part du secteur privé dans l'industrie et l'agriculture contribue à 35 % du produit national brut, 35 % des biens vendus à l'intérieur du marché et 55 % des services proviennent des entreprises privées, les

29. Déclaration du 21 avril 1987 et rapporté par *Est-Ouest*, *ibid.*

30. T. SZULC, « Poland's Path », *Foreign Policy*, Fall 1988, p. 224.

31. *Ibid.*, p. 223.

lopins privés comptent pour la production de 85 % des biens agricoles et l'industrie non étatique est responsable de 80 % des investissements.<sup>32</sup>

Toutefois ces réformes, si radicales soient-elles, ne rapportent pas les résultats espérés. Il est devenu évident en 1988 que les transformations dans le domaine économique ne suffiront pas à sortir le pays de la crise. À la fin de l'année 1987, le parti ne réussit pas, à l'occasion du référendum, à faire entériner ses réformes par la majorité des Polonais. En mai et en août de l'année suivante, on assiste à une reprise de l'agitation sociale. De grandes grèves sont menées par de jeunes ouvriers, ce qui montre que le général Jaruzelski n'a pu combler le fossé qui le sépare de son peuple. De même, il n'a pu obtenir l'adhésion des gens hautement scolarisés qui continuent d'émigrer massivement à l'étranger après leurs études.<sup>33</sup> Par contre, le général Jaruzelski peut se réjouir de l'attitude des dirigeants soviétiques qui ne le critiquent plus pour son libéralisme :

La presse soviétique qui a arrêté de poser des questions au général Jaruzelski sur sa politique de charme envers l'Église catholique, sur la liberté de presse polonaise de discuter librement de questions controversées et sur l'absence de vraie punition pour les chefs de l'opposition.<sup>34</sup>

Durant l'été 1988, la direction polonaise se convainc qu'il faut réformer le système politique. Cela veut dire, en premier lieu, essayer d'en venir à une entente avec le principal mouvement d'opposition, Solidarité.

## II – Forces de changement à l'extérieur des sphères supérieures du pouvoir

A — En Bulgarie et en Roumanie, des forces d'opposition qui jusqu'en novembre 1989, ne représentent pas une menace sérieuse pour le pouvoir

Traditionnellement, l'opposition en Bulgarie se nourrit de sources russes. Comme le régime soviétique vit à l'heure des réformes, l'esprit critique dans ce pays s'est beaucoup amplifié récemment. Le marxisme-léninisme repose sur des bases solides et la dissidence y est peu hostile. D'autre part, la direction du parti communiste étant truffée de conservateurs, il n'est pas facile pour les forces de changement de s'imposer. Un leader peut se transformer en réformateur et compter sur l'appui de Moscou, sans pour cela que sa démarche soit couronnée de succès. Alexandrov, membre du bureau politi-

32. S. KRAUS, « Soviet Policy toward Eastern Europe », *Current History*, November 1987, p. 372.

33. Les régimes en Europe de l'Est réalisent pour la plupart qu'ils ne sauraient surmonter leurs difficultés sans la collaboration des gens les plus capables dans leur société, Cf. là-dessus : A. LYNCH, « Changing Contours of Soviet East European Relations », *Journal of International Affairs*, Spring 1989, p. 429.

34. C. GATI « Gorbachev and Eastern Europe », *Foreign Affairs*, Summer 1987, p. 965.

que, en sait quelque chose. À la conférence du parti en janvier 1988, qui a décidé de l'adoption de la perestroïka, il est apparu comme le chef des novateurs.<sup>35</sup> Les observateurs occidentaux attribuent son élimination en juillet 1988, au fait qu'il ait voulu dans son pays d'une perestroïka aussi radicale qu'en URSS. En fait, Jivkov n'est pas prêt à tolérer ce qui se fait en URSS, en 1987-1988, à savoir la critique des dirigeants du parti, notamment celle des privilèges de la *Nomemklatura*. Il est encore moins enclin à accepter l'existence de groupes ou d'organisations hors du contrôle du parti qui poussent comme des champignons en URSS.

À la base, les partisans de changements profonds croient que le moment est propice pour eux en 1988. Ils sont encouragés par les mass media russes, plus écoutés et lus ici que dans tout autre pays socialiste, vu la proximité de la langue et la russophilie bulgare. Le tournant radical pris par la perestroïka en URSS, l'effet de la glasnost qui se reflète dans la presse, stimulent la volonté de réforme de l'intelligentsia bulgare déjà en 1987. La contestation est lente à démarrer parce qu'on croit, encore une fois ici plus qu'ailleurs, que le parti en sera l'instigateur comme en URSS. À l'automne de 1987, l'intelligentsia libérale croit que les réformateurs dans les hautes instances du parti ont besoin de son appui pour s'imposer aux conservateurs. À cette même époque, quatre professeurs de l'Université de Sofia dénonçaient, lors d'un meeting auquel assistaient des membres du bureau politique, l'absence de droits individuels dans le pays. Le lendemain, ils ont été informés de leur congédiement par les autorités de l'Université. Fortement soutenus par les étudiants du campus cet appui ne fut pas suffisant pour faire réintégrer trois professeurs sur quatre, mais assez pour que les contestataires croient à l'effet de leur action. Cet incident est riche de leçons à d'autres égards. Ni le syndicat des professeurs de l'Université, ni l'Université, ni les jeunesses communistes ne se sont portés à la défense des professeurs contestataires. Durant l'été 1988, plusieurs intellectuels acquièrent la conviction qu'il n'y a pas de place dans les organisations existantes pour des idées originales. En juillet de cette même année, est créé par un groupe d'intellectuels libéraux, le Comité indépendant pour la défense de la ville de Roussé qui a un taux dangereux de pollution. Les membres de ce comité se retrouvent peu de temps après sans travail étant l'objet d'intimidations de la part des autorités.

L'intolérance du pouvoir provoque la démission d'Alexandrov du bureau politique. Les contestataires n'ont pas abandonné la lutte pour autant. En novembre, est fondé « le club pour la défense de la perestroïka ». Des intellectuels prestigieux cette fois, se compromettent, inquiétés par le conservatisme du parti à l'origine de la démission d'Alexandrov. Cette faction de l'intelligentsia est aussi encouragée par l'intensification des réformes en URSS. Jivkov est finalement remplacé à la barre du parti communiste en novembre 1989. Mais le mérite en incombe moins aux pressions de l'opposition qu'à la décision des instances dirigeantes du pouvoir de s'adapter aux transformations en cours dans les autres pays d'Europe de l'Est. Les manifestations de

35. Sur sa réputation de novateur, cf. *Problèmes politiques et sociaux*, 25 décembre 1987, p. 5.

masse qui suivent le changement de secrétaire général et qui donnent l'occasion désormais de s'exprimer librement, montrent qu'un énorme pas en avant est franchi dans l'instauration des libertés individuelles. Mais aucun mouvement d'opposition ne représente encore une menace sérieuse à la suprématie du parti communiste. La spécificité des partisans de réformes à Sofia est qu'ils viennent pour beaucoup d'entre eux des rangs du parti communiste. Ils revendiquent davantage une démocratisation de cette formation qu'un pluralisme politique incluant le retour au multipartisme (comme en Hongrie).

Au pays de Ceaucescu, l'opposition est malmenée. Les observateurs attribuent cela d'une part au caractère extrêmement répressif du régime, d'autre part au degré de soumission du peuple dû surtout à ce qu'il ne peut comparer son sort avec celui de peuples plus avancés. L'influence de l'Ouest est réduite au minimum. Le citoyen roumain ne peut capter aucun programme de télévision en provenance des États occidentaux qui n'ont aucune frontière avec son pays. La crise économique est telle que le citoyen moyen doit consacrer toutes ses énergies et son attention à tenter pour lui et sa famille de combler ses besoins élémentaires: alimentation, chauffage, santé, etc... Il lui reste peu de temps pour la contestation. Les exilés politiques sont peu loquaces étant aux prises avec un dilemme: peu sont d'accord avec les politiques désastreuses de Ceaucescu, mais on ne veut pas pour autant faire le jeu de ceux qui jusqu'ici se sont opposés le plus à lui: les Hongrois de Transylvanie. Quoiqu'on dise de Ceaucescu, il représente le pouvoir central qui assure la cohésion de l'État roumain menacée par les luttes des Hongrois de Transylvanie pour l'obtention d'une large autonomie, voire de l'indépendance politique (pour cette région).

Le sort des ouvriers n'est guère plus enviable. La dégradation de leur situation les fit sortir de leur passivité traditionnelle. Ils se sont rassemblés par milliers à Brasov, en novembre 1987, pour manifester leur mécontentement envers la politique de Ceaucescu. Mais une telle résistance ouvrière reste un phénomène isolé. Des réfugiés créent à l'Ouest, mais aussi en Hongrie, des comités de lutte contre Ceaucescu. Des émigrés roumains et hongrois ont décidé de jeter les bases d'une action commune. Les pressions de Gorbatchev, jointes à celles venant des gouvernements occidentaux, pour que cesse la répression physique contre les opposants, expliquent les progrès de l'opposition à compter de l'automne 1987.<sup>36</sup> Le mouvement de contestation qui va emporter Ceaucescu s'amorce dans les villes hongroises de Transylvanie. Les étudiants et les professeurs des universités de tout le pays, surtout ceux de la capitale, emboîtent le pas et en sont les instigateurs parmi le peuple roumain. Ce sont les groupes les mieux informés de la démocratisation en cours ailleurs en Europe de l'Est à l'automne 1989 et qui les stimule fortement à lutter contre la dictature. Ils ont l'appui politique des forces de renouveau en plein triomphe dans les pays voisins et sont convaincus de

36. C'est ainsi qu'Ian Iliescu peut, le 3 septembre 1987, réclamer « une plus grande liberté d'information et des changements dans les relations sociales et politiques, la démocratisation et le contrôle des dirigeants par la base. » Rapporté par *Est-Ouest*, novembre 1987, p. 7.

pouvoir compter éventuellement sur l'aide militaire de celles-ci. La faiblesse du mouvement d'opposition se manifeste lors du soulèvement des Roumains contre Ceaucescu. Bien que la minorité hongroise soit à l'avant-garde du mouvement et que la population roumaine après les autres peuples est-européens s'insurge pour revendiquer une démocratisation du pays, ce sont d'anciens responsables du parti communiste qui, au lendemain de la chute de la dictature, se retrouvent au pouvoir — plusieurs d'entre eux étaient tombés en disgrâce sous le règne de Ceaucescu.

## B — Des forces d'opposition qui menacent sérieusement le pouvoir en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en RDA

Solidarité reste le bastion principal de l'opposition après 1981. Mais le syndicat indépendant n'a pas connu tellement de succès durant les années qui suivirent le coup d'État. La population ouvrière, dans sa grande majorité, ne s'est pas réconciliée avec le régime; découragée, elle s'est résignée à son sort. Le général Jaruzelski réprime l'opposition, mais les mesures d'apaisement alternent avec la manière forte. Son attitude vis-à-vis de Solidarité change. Après 1985, la critique des points de vue exposés dans la presse officielle ne le cède en rien à ce qui paraît dans la presse clandestine. Après l'échec de 1981, les opposants renoncent à la perspective de prendre le pouvoir dans un avenir rapproché. La crise économique qui sévit plus forte que jamais, interdit toute amélioration sensible des conditions de vie matérielle. L'opposition restée active enfourche le cheval de l'écologie; elle met de l'avant des revendications concrètes et immédiates qui réussissent parfois à atteindre l'objectif visé: fermeture d'usines polluantes et renoncement à certains projets du gouvernement qui auraient entraîné des conséquences négatives pour l'environnement. Elle réussit à sensibiliser les gens à sa cause par des manifestations et même des émissions de télévision. Cette stratégie tend à laisser croire que certains succès sont possibles à obtenir dans le cadre du régime actuel.

L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir renforce cette idée d'un pouvoir prêt à assouplir son attitude vis-à-vis de l'opposition. Au début, on n'est pas sûr des intentions de Gorbatchev; jusqu'où veut-il aller? L'Église catholique est disposée à appuyer un dirigeant qui effectue des réformes au Kremlin. Jean-Paul II fait dire à un de ses lieutenants qu'il appuie « ... le vent de renouveau qui semble souffler à l'Est ». <sup>37</sup> La diaspora polonaise, très influente, estime qu'il ne faut pas minimiser les changements de politique des dirigeants en Europe de l'Est. <sup>38</sup> Solidarité doit changer son attitude vis-à-vis du pouvoir.

37. Rapporté par E. LIVET, « La perestroïka à l'épreuve de la religion », *Cosmopolitiques*, juin 1988, p. 41.

38. Brzezinski peut seulement mécontenter les durs de la dissidence lorsqu'il déclare à propos de l'Europe de l'Est: « I certainly agree with the view that there is now a degree of humanization and democratization in these systems », in *Problems of Communism*, May-August, 1988, p. 88. Kolakowski, un chef de file de l'intelligentsia en exil, estime que contrairement aux autres pays socialistes, en Pologne l'opposition a pu, dans ses luttes, obtenir des concessions importantes du pouvoir. Rapporté par T. SZULC, *op. cit.*, p. 224.

Les idéologues du syndicat, Michnik et Kuron, hier des opposants irréductibles du pouvoir communiste, vont changer leur fusil d'épaule.<sup>39</sup> Ils sont prêts à négocier avec un réformateur comme le général Jaruzelski qui, s'il était dépassé par les événements, pourrait être remplacé par quelqu'un moins enclin aux changements. Ces intellectuels estiment, en 1988, qu'un effondrement du régime en Pologne équivaldrait à un échec aussi pour Gorbatchev qui pourrait céder la place à un conservateur opposé à la libéralisation en Europe de l'Est. L'Europe de l'Est reste plus longtemps sceptique que l'Occident face aux réformes qui ont cours en URSS. Les autorités soviétiques s'efforcent d'abattre ce mur de méfiance particulièrement solide chez l'intelligentsia polonaise et un responsable de l'information internationale au département de propagande du comité central va jusqu'à déclarer que le pluralisme syndical n'est plus considéré comme une hérésie.<sup>40</sup> Il ajoute que l'URSS ne veut plus dicter sa volonté à la Pologne, mais, au contraire, apprendre de celle-ci: « Nous ne voulons pas jouer aux maîtres, mais nous voulons, au contraire, être des élèves studieux, y compris des Polonais ». Le scrutin de 1989 en Pologne marque un point tournant. Des élections libres sont devenues possibles en Europe de l'Est, donnant l'occasion aux opposants, de battre les communistes à ce niveau. Mieux encore, le Kremlin accepte le verdict des électeurs même s'il lui est défavorable. Fait sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un responsable de l'opposition est nommé premier ministre dans un pays membre du pacte de Varsovie. Ces événements constituent un puissant stimulant pour les forces de contestation dans les autres sociétés est-européennes.

En Tchécoslovaquie, Dubček est resté le symbole de l'opposition.<sup>41</sup> Il est devenu plus visible avec les réformes en cours en URSS, multipliant les entrevues aux journalistes occidentaux est-européens. Ses partisans font sentir leur présence de diverses façons, notamment en faisant savoir à Gorbatchev, lors de sa visite à Prague, qu'ils se réjouissent vivement des transformations mises en oeuvre en URSS et qui correspondent à ce qu'ils voulaient faire en 1968. Ils en appellent au numéro un du Kremlin pour qu'il appuie leur cause, espérant que cela changera le rapport de forces dans leur pays. Beaucoup d'entre eux se retrouvent dans la première organisation de dissidents formée dans ce pays. Celle-ci voit le jour en 1977 à l'occasion d'une déclaration de quelques centaines d'intellectuels en faveur de la démocratie et de la paix. Depuis, les fondateurs de la charte de 1977, qui ne veulent pas être un parti, mais un forum, ont poursuivi une lutte clandestine et continue avec ses *samizdats* et ses séminaires.<sup>42</sup> On peut dire que jusqu'en 1985 cette

39. Kuron déclare le 10 août 1987: « C'est une grande révolution qui s'opère aujourd'hui dans la conscience des gens en URSS. Cette révolution portera ses fruits. Elle engendrera de la résistance. Certaines forces nationales seront réactivées et il y a là un espoir pour nous. » Rapporté par *Est-Ouest*, *op. cit.*

40. Rapporté par *Le Monde*, 7 septembre 1988, p. 1.

41. Ainsi que l'écrit H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, « Quant aux citoyens tchèques ils sont sentimentalement gorbatchevistes en souvenir de Dubček ». *Politique internationale*, avril 1988, p. 128.

42. O. ULC, « Czechoslovakia: Realistic Socialism? », *op. cit.*, p. 391.



opposition encourage la dissidence dans trois directions. L'Église catholique fait signer une pétition en décembre 1987 par 600,000 personnes qui dénonce le manque de libertés religieuses. La faction la plus politisée de l'intelligentsia mène une bataille écologiste. Sans atteindre le caractère de masse de l'Église cette opposition est fort active. Les effets de la politique économique sont très critiqués: la pollution, les maladies industrielles, l'augmentation du nombre de grossesses à risque d'avortement et d'enfants mongoliens. On doit aussi aux écologistes de prendre des initiatives comme d'organiser des pétitions pour faire fermer des usines polluantes ou dénoncer le manque de sécurité des centrales nucléaires. Les actions de ce courant d'opposition ont connu le plus de retentissement. Des gouvernements étrangers comme ceux de l'Autriche et de l'URSS se sont également inquiétés de la sécurité des centrales nucléaires dans ce pays.<sup>43</sup> Un troisième courant qui se développe en opposition au régime vient de ces nombreux jeunes qui se réfugient dans la contre-culture. La création d'organisations comme la Section Jazz ou la Société d'amitié avec les États-Unis est symptomatique de la présence d'éléments au sein de la jeunesse qui, tout en ne luttant pas directement contre le régime, adhèrent à des valeurs qui lui sont opposées.

De nouveaux mouvements naissent après 1985. Ainsi sont fondés le club des amis de la perestroïka et le club des lecteurs de la presse soviétique. De plus en plus suit-on ce qui se passe dans l'URSS de Gorbatchev. À la lecture de la presse soviétique, on acquiert la conviction que le régime socialiste a besoin de se démocratiser. Les manifestations tenues à l'été et l'automne 1988, lors du vingtième anniversaire de l'intervention soviétique et lors de celui de la création de la République, ne rassemblent plus une poignée d'irréductibles adversaires du pouvoir, mais revêtent un caractère de masse. Ces meetings témoignent du regain de vie de l'opposition. Tous ceux qui ont dit oui au communisme démocratique en 1968, voient aujourd'hui dans la perestroïka et la glasnost la confirmation de leurs thèses. Les rangs de l'opposition se grossissent aussi d'éléments qui n'ont rien à voir avec le communisme. L'atténuation de la répression explique qu'ils se manifestent davantage. Mais les événements alors en cours en Pologne et en Hongrie les incite à croire que le pluralisme politique est devenu une revendication réaliste en Europe de l'Est. La création d'un mouvement pour les libertés civiles, en octobre 1988, indique que le courant en faveur de la démocratisation ne cesse de gagner du terrain. Une des raisons pour lesquelles l'opposition veut d'un régime politique qui ne reconnaisse plus de place dirigeante au parti communiste est que les intellectuels les plus en vue dans la société, comme Havel, rejettent la doctrine léniniste.

La population en RDA ne peut se plaindre de la non-circulation des idées entre l'Est et l'Ouest. Regardant chaque soir la télévision ouest-allemande, elle est la mieux placée à l'Est pour établir une comparaison entre le socialisme et le capitalisme. Les habitants qui ne sont pas satisfaits du régime et veulent l'exprimer se retrouvent souvent dans les groupes écologis-

43. Cf. *Foreign Report*, June 23, 1988, p. 3.

tes. Ils ont de quoi s'occuper souvent dans ces mouvements vu le haut degré de pollution sur le territoire. Ils sont tolérés par le pouvoir qui doit tenir compte du droit à l'existence reconnu au mouvement écologiste dans la plupart des autres pays socialistes, dont l'URSS. La présence d'un parti vert solidement implanté dans l'autre Allemagne, dont les vues en politique étrangère sont convergentes sur plusieurs questions centrales, est prise en considération. Les mécontents se tournent volontiers vers les groupes écologistes, sachant que leurs homologues ont obtenu des résultats encourageants dans d'autres pays socialistes. En 1986, on dénombre 40 groupes écologistes rattachés à l'Église luthérienne. L'Église les attire par son attitude, à l'occasion, critique face au pouvoir et aussi par la protection qu'elle peut leur assurer. L'épiscopat, en général, est conservateur, mais il existe une minorité très sensible à défendre les droits de l'homme et qui se regroupe dans l'organisation « L'Église de la base ». Les publications de l'Église sont aussi plus critiques que les prises de position de ses chefs.

Les revendications matérielles ne prennent pas autant d'importance en RDA que celles d'ordre qualitatif. Ceci découle du niveau de vie aisé atteint dans ce pays, mais aussi du manque de libertés individuelles. Durant de nombreuses années, les citoyens de ce pays ont durement ressenti de ne pouvoir se rendre dans l'autre Allemagne. En 1987, ce droit de circuler à l'Ouest, celui qu'ils revendiquent tant, est étendu à toute la population. Cette concession de taille s'inscrit dans la tendance générale du monde communiste depuis deux ans à accroître les libertés individuelles, dont celles de se déplacer à l'étranger, suivant certaines conditions réduites au minimum.<sup>44</sup>

La stabilité de l'État est-allemand n'est pas assurée pour autant. En 1988, le nombre de citoyens hautement scolarisés qui émigrent en Allemagne de l'Ouest augmente. Les Églises interviennent davantage pour défendre les droits des citoyens brimés. Leurs critiques du pouvoir gagnent en sévérité, ce qui provoque une détérioration de ses rapports avec le parti communiste. Un texte soumis au troisième plénum oecuménique en avril 1989, à Dresde, affirme que :

La RDA manque d'un public dans lequel les problèmes de notre pays et les possibles solutions pourraient être honnêtement débattus par des politiciens et des experts concernés. Il y a un manque de confiance en RDA. Les citoyens devant dire ce que les autorités veulent qu'ils disent, ils se sont habitués à dire quelque chose de différent de ce qu'ils pensent et de ne pas agir en accord avec leurs convictions.<sup>45</sup>

Avant, le citoyen est-allemand pouvait croire que ses libertés étaient réduites au minimum parce que c'était une composante du régime soviétique. Maintenant, en 1988, ce n'est plus le cas, le citoyen en URSS a acquis des libertés politiques plus étendues qu'en RDA. Une large part de la résignation

44. A. MCDAMS, « The New Logic in Soviet GDR Relations », *Problems of Communism*, September-October 1988, p. 49.

45. A. PICKEL, *op. cit.*, p. 11.

à son sort du citoyen dans cet État venait de la politique de l'URSS de lui imposer son système léniniste. Les médias est-allemands se sont, jusqu'en 1985, référés à l'URSS comme un modèle pour s'assurer leur légitimité. Ils continuent par la suite de vanter les mérites du système soviétique, mais font le silence ou encore limitent ou même déforment les réformes de Gorbatchev. Durant cette période, c'est la presse parlée ouest-allemande qui projette une image plus conforme à la réalité et qui contribue aussi à miner considérablement le régime de la RDA aux yeux de sa population. Il est d'abord rapporté que le régime soviétique, de l'aveu même de ses dirigeants, n'a jamais été démocratique et qu'à défaut de le devenir il ne peut prétendre être socialiste. Puis, il est rapporté que, selon les aveux du Kremlin, son régime aurait fait faillite en économie et qu'il ne saurait s'en sortir sans l'apport de l'Occident. C'est apporter un démenti cinglant aux leaders est-allemands qui ont toujours insisté sur le caractère éminemment démocratique du régime soviétique et ses hautes performances économiques. De plus, cette impression en lisant la presse occidentale, que le régime à la soviétique peut évoluer, voire se démocratiser, contraste avec les vues conservatrices de Honecker. Le citoyen de RDA devient convaincu qu'il ne peut rien espérer de l'équipe dirigeante. Cette dernière, plutôt que d'évoluer comme ailleurs dans d'autres pays d'Europe de l'Est, se rapproche des régimes socialistes anti-réformistes et soutient les pires actions répressives. Un membre du bureau politique, à la session du comité central du 22 juin 1989, se félicite de la tournure prise par les événements sur la place Tien an Men à Pékin, un mois auparavant :

En ce qui concerne les récents événements en République populaire de Chine, la RDA a publié toutes les informations et toutes les déclarations pertinentes de la direction du parti et de l'État... de façon à informer le peuple (est-allemand) objectivement et à réfuter les histoires d'horreur publiées à l'Ouest. Il y a eu des plans pour utiliser les meetings pacifiques des étudiants à Pékin pour opérer un coup d'État contre-révolutionnaire contre la République populaire de Chine.<sup>46</sup>

La république fédérale allemande tire profit de cette désaffection de la population pour le régime en RDA. Elle représente l'alternative. Dans l'autre Allemagne non seulement on vit mieux matériellement, mais aussi on y dit la vérité. Les informations reçues sur la situation économique difficile de l'URSS et des autres pays d'Europe de l'Est sèment le doute quant à la possibilité de vivre mieux avec les communistes au pouvoir. Durant l'été de l'année 1989, les citoyens en RDA sont nombreux à rejeter leur régime. En ouvrant les frontières avec l'Ouest, la Hongrie donne la possibilité à plusieurs est-allemands d'exprimer leur hostilité vis-à-vis d'Honecker lorsqu'ils décident d'émigrer en Allemagne fédérale. C'est le début de la fin pour Honecker et pour le monopole du parti communiste en Allemagne de l'Est.

En Hongrie, les opposants n'ont pas attendu Gorbatchev pour se manifester. Ils sont tolérés davantage que dans tout autre pays socialiste (hormis la

46. *Foreign Affairs Bulletin*, July 3, 1989, p. 2.

Pologne). Ils bénéficient de certaines libertés individuelles. Ils peuvent se rendre à l'Ouest assez facilement, exprimer publiquement leurs points de vue et voter aux élections pour un candidat autre que celui du parti communiste. L'intelligentsia contestataire compte sur certaines organisations pour défendre ses thèses. Le bureau de direction des écrivains élu en 1968 renferme une majorité de membres qui ont souvent été dans le passé à couteaux tirés avec le régime.<sup>47</sup> L'Académie des sciences élabore ses politiques avec une grande latitude et décide du choix de ses dirigeants. L'autorité du parti recule parmi l'intelligentsia en général. Soit que les associations existantes représentant les intellectuels se désignent des leaders non communistes, soit que de nouvelles associations se fondent comme celle formée par les étudiants de l'Université de Budapest qui surclasse en influence les Jeunesses communistes.<sup>48</sup> Les Hongrois ont déjà appliqué à leur économie les réformes qui sont proposées en URSS et dans la plupart des autres pays socialistes. Ils disposent d'un niveau de vie relativement élevé et du meilleur assortiment de biens de consommation.

Ces acquis freinent aussi le mouvement d'opposition. Dans la majorité des autres pays socialistes, les contestataires avancent des revendications déjà obtenues en Hongrie. L'aspiration à la consommation a diminué avec l'élévation du niveau de vie. La modernité a engendré plusieurs inconvénients maintenant montés en épingle tant par le pouvoir que par l'opposition. La conquête du droit de se déplacer à l'étranger a ouvert les Hongrois sur l'Occident. Ils sont suffisamment informés sur la réalité de ces pays pour savoir que le niveau de vie n'y augmente plus, et engendre de nouveaux problèmes. L'ouverture à l'Ouest et à l'Est a fait prendre conscience à ceux-ci de la dépendance de leur pays vis-à-vis de leurs voisins, des grandes puissances, de la conjoncture internationale, etc... La dette de la Hongrie, la plus lourde *per capita* d'Europe de l'Est, hypothèque sérieusement sa marge de manoeuvre. Nulle autre solution qu'une productivité accrue combinée à une austérité implacable, ne saurait sortir le pays de l'impasse. Les banques occidentales ne veulent pas de changements dans ce pays qui nuiraient à sa capacité de payer. Le renversement du régime existant entraînerait des conséquences fâcheuses face à l'URSS vis-à-vis de qui la Hongrie est aussi fortement endettée. Un sentiment d'impuissance, que tout ce qui était possible a été acquis, que la masse des gens considère avoir quelque chose à perdre et peu à gagner, surtout que l'on vit mieux que dans la majorité des autres pays socialistes, a animé jusqu'à tout récemment les forces d'opposition. Ces dernières, issues essentiellement des rangs de l'intelligentsia, vouent une préférence pour le pluralisme politique à l'occidentale, mais elles ont longtemps considéré cet objectif comme quelque chose de lointain à venir.

Les événements qui secouent l'URSS et la Pologne forcent les opposants en Hongrie à changer leurs vues là-dessus. Le front du peuple en Estonie en

47. *Foreign Report*, June 23, 1988, p. 3.

48. Cf. G. SCHOPFLIN, R. TOKES, I. VOLGYES, « Leadership Change and Crisis in Hungary », *Problems of Communism*, September-October 1988, pp. 44-45.

vient, à l'automne 1988, à s'imposer au parti communiste dans cette république fédérée sans que réagisse le Kremlin. Du même coup, la fin du monopole du parti communiste dans le système politique hongrois ne paraît plus comme un objectif irréaliste. Au début de 1989, un multipartisme de fait s'instaure dans le pays. Des formations aux allégeances les plus diverses voient le jour, mais c'est le parti au pouvoir qui retient l'attention et garde l'initiative. Le parti communiste renonce ouvertement au léninisme et va même jusqu'à changer de nom. Son initiative d'ouvrir les frontières avec l'Ouest, même en ce qui concerne les habitants de la RDA, montre qu'on ne saurait lui reprocher quoi que ce soit en termes de libertés individuelles et d'indépendance dans le pacte de Varsovie. Bien que cela puisse être dû à leur courte existence, les effectifs des nouveaux partis politiques rassemblent peu de membres, le principal compte 2 400 membres (le parti social-démocrate), et ne se comparent en rien au membership du parti communiste qui, avec ses 700,000 membres (septembre 1989) demeure la seule formation politique de masse.<sup>49</sup>

La perestroïka de Gorbatchev a des conséquences majeures sur les destinées de l'Europe de l'Est. Les partis communistes de cette région demeurent, pour la plupart, en cette fin de l'année 1989, en position de force.<sup>50</sup> Pour l'instant. En Roumanie, en s'obstinant dans le conservatisme, le parti communiste, sous la poigne de fer de Ceaucescu, semble avoir la situation en main jusqu'en novembre 1989. Puis, il y a la chute soudaine et violente du dictateur qui semble mal augurer pour l'avenir de cette formation, trop identifiée à celui qui l'a dirigée pendant de nombreuses années, même si ce sont des personnalités issues de celle-ci qui dirigent le pays aujourd'hui. En Bulgarie s'ils se sont donné de nouveaux chefs et s'ils ont accordé certaines libertés individuelles, les communistes n'ont en rien perdu leur emprise sur la société. En Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est, les partis communistes consentent à mettre leur pouvoir en jeu en affrontant d'autres formations politiques dans le cadre d'élections annoncées en 1990 et qui devraient être libres. Ces partis disposent d'un avantage considérable: leurs hommes occupent les postes de direction dans l'État, l'économie, l'armée et la police. En Hongrie, le parti possède comme autre carte d'avoir montré d'étonnantes capacités de restructuration en ayant mis à sa direction des démocrates et en ayant même changé de nom. Les communistes à Prague ont comme solution de rechange pour se maintenir à flot, leur ancien chef, Dubček, qui reste fort populaire dans la population.

Mais il reste que le temps joue pour l'opposition non communiste. Au fur et à mesure que celle-ci s'organise, elle gagne en force. Le peuple acquiert

49. Rapporté par J. VOLGYES, « Dancing in the Shakles of the Past », *Current History*, November 1989, p. 383.

50. Ce qui inclut aussi la Pologne où les communistes contrôlent 1,800,000 des 2,200,000 postes de direction. Cela nous fait dire que dans cette société aussi, les communistes s'ils ne sont pas titulaires de la plupart des ministères dans le présent gouvernement, dont celui de premier ministre, n'ont pas encore perdu le pouvoir.

graduellement la conviction qu'il ne risque rien à s'exprimer, qu'un retour en arrière s'avère impossible. Il y a un facteur qui joue terriblement entre les communistes et qui devrait au bout de compte leur faire perdre leur position prépondérante. Ils ont été longtemps au pouvoir. Ils sont tenus responsables des problèmes économiques et de la suppression ou de la réduction au minimum des libertés individuelles. Mais peut-être que leur handicap le plus lourd est le fait d'avoir été mis au pouvoir dans leur société par les pressions d'une puissance étrangère.

Dans un avenir prévisible, les communistes devront former un gouvernement de coalition avec d'autres forces (c'est déjà le cas en Pologne et en Tchécoslovaquie). Dans certains pays comme la Bulgarie, ils pourraient occuper une place prépondérante au gouvernement; dans d'autres, la majorité, ils devraient, comme en Pologne, détenir une minorité de ministères. Comment les dirigeants communistes en Europe de l'Est en sont-ils arrivés pour la plupart à accepter le pluralisme politique, voire à envisager la perspective de partager le pouvoir? La nécessité est la mère de l'invention, a dit Platon. D'une part, le parti communiste considère qu'il ne sortira pas de la crise économique s'il n'obtient pas la coopération de l'intelligentsia. D'autre part, cette même intelligentsia exige en retour de sa collaboration des concessions politiques, c'est-à-dire l'octroi du pluralisme.